

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern** **Le Grand Conseil
du canton de Berne**

Dienstag (Vormittag), 3. März 2020 / Mardi matin, 3 mars 2020

Wirtschafts-, Energie- und Umweltdirektion / Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement

11 2019.RRGR.187 Motion 151-2019 Roulet Romy (Malleray, SP)
Der Wald: eine hochwertige natürliche Trinkwasserquelle

11 2019.RRGR.187 Motion 151-2019 Roulet Romy (Malleray, PS)
La forêt, source d'eau potable naturelle de qualité

Präsident. Wir kommen zum Traktandum 11, einer Motion von Grossrätin Roulet: «Der Wald: eine hochwertige natürliche Trinkwasserquelle». Je donne la parole à Madame Roulet.

Sandra Roulet Romy, Malleray (PS). Dans un contexte de développement durable, d'actions concrètes en matière environnementale, les ressources en eau potable sont un enjeu majeur du vingt-et-unième siècle. L'exploitation de la forêt y est étroitement liée. Il s'agit ici de garantir la qualité et la quantité d'eau potable issue des forêts. L'eau captée dans les sources en forêt ne nécessite pas de traitement, car les couches supérieures du sol forestier filtrent efficacement bon nombre de polluant. Nous avons d'un côté les propriétaires forestiers qui sont confrontés à de nombreux soucis dans la vente du bois et la réduction des aides financières. La pollution des sources par des micropolluants provenant de produits de traitement de bois représente une perte financière très importante. Il faut relever aussi que l'exploitation de l'eau rapporte deux fois plus que le bois.

Cette motion vise à encourager et à promouvoir le dialogue entre les distributeurs d'eau et les propriétaires forestiers pour garantir à long terme une gestion durable des ressources d'eau et de bois. Les spécialistes constatent que ces acteurs ne collaborent pas suffisamment et qu'ils ont tous les deux des intérêts et des avantages à créer des partenariats. Le but est que les propriétaires de forêts prennent conscience de ces risques en prenant des mesures d'une gestion saine et préventive des forêts. Ceci est un investissement qui comporte un coût pour les propriétaires de forêt. En contrepartie, les exploitants des eaux s'engagent à verser une quote-part du prix au mètre cube. Une enquête menée auprès des ménages montre que ces derniers seraient également prêts à payer davantage pour obtenir ou bien conserver une eau du robinet d'origine forestière.

Pour le point 1 : le cadre légal et réglementaire est en effet important en matière d'exploitation des forêts, mais la mise en œuvre gagnerait à s'accompagner d'une collaboration plus fréquente entre distributeurs d'eau et forestiers pour réaliser des mesures qui vont au-delà du cadre légal. Il est juridiquement possible de conclure des conventions de partenariat qui apporteraient des avantages aux distributeurs d'eau autant qu'aux propriétaires forestiers. Nous voulons mettre l'accent sur la question 2 et nous refusons le classement. Nous demandons en effet un engagement fort du canton pour un développement de partenariat entre ces acteurs. Il est aussi important de sensibiliser la population sur l'importance de l'entretien de nos forêts et des sources d'eau par des mesures de communication et de sensibilisation.

Le point 3 : il est vrai, comme le souligne le Conseil-exécutif, que la gestion des forêts incombe à leurs propriétaires et qu'il n'existe aucune obligation de collaboration contraignante. Nous demandons toutefois que le canton développe la promotion des recommandations des projets « Alpeau » et « Je filtre, tu bois » qui contiennent des modèles de bonnes pratiques et des mesures concrètes bien établies.

Au point 4, nous pensons qu'il est nécessaire d'étendre le droit à l'indemnisation pour les zones S2 et S3 dans le but d'investir davantage dans la gestion du bois. En principe, il est interdit de traiter le bois abattu avec des phytosanitaires dans ces zones, sauf exception lors de risques de dégâts aux forêts à la suite d'événements naturels. Nous pourrions éviter par exemple de traiter en évacuant le bois au plus vite, ou prévoir également la place nécessaire pour stocker ce bois. Ces mesures ont des coûts pour les propriétaires de forêts, qui justifient une indemnisation.

Pour le vote, nous sommes d'accord de transformer les points 1, 3 et 4 sous forme de postulat, le point 2, nous le gardons sous forme de motion, et allons refuser le classement. Merci pour votre soutien.

Präsident. Comme comotionnaire, Madame Moussia von Wattenwyl.

Moussia von Wattenwyl, Tramelan (Les Verts). La présente motion veut mettre en évidence les services écosystémiques, c'est-à-dire, les services que nous rend la nature. Services, dont nous ignorons ou oublions trop souvent l'importance. Il s'agit ici de renforcer la collaboration entre les mondes de la forêt et les mondes de l'eau : forêt, bois, sol, eau, en résumé. Pas de concurrence, mais un dialogue et une prise en compte des intérêts et des besoins de chacun.

Les points 1, 3 et 4 sont acceptés en postulat et nous nous en réjouissons. Le Gouvernement relève l'importance de la thématique et relève les résultats précieux que l'étude « Alpeau » apporte. Je ne reviendrai pas sur ces points. Mais voici quelques considérations plus globales : le point 2, comme l'a dit Sandra Roulet, ne doit pas être classé. Le partenariat entre les distributeurs d'eau potable et les propriétaires de forêt peut être encouragé et soutenu. Le projet « Alpeau » peut servir donc de modèle. Les propriétaires forestiers souffrent économiquement, les forêts souffrent de la sécheresse, des bostryches, et j'en passe. La population a besoin d'eau potable, eau potable dont nous avons déjà largement parlé et nous en parlerons encore beaucoup cette année. Nous avons là le cocktail pour améliorer la situation. « Je filtre, tu bois » : le titre du projet de l'Ouest vaudois illustre bien la thématique. Tout le monde a à y gagner : les propriétaires forestiers, les exploitants forestiers, les distributeurs d'eau, la population. La valeur de l'eau est plus élevée que la valeur du bois, comme ça a déjà été relevé. On peut donc étudier l'idée de rémunérer la fonction de protection des eaux et des forêts, mieux vendre les prestations fournies par la forêt. Les zones de protection vont être renommées et pourraient être réévaluées et adaptées dans les milieux karstiques. Allez voir à quoi ressemble la carte sur le site web géoportail (www.geoportail.gouv.fr) par exemple. Nous avons rencontré des gens du terrain et des scientifiques pour rédiger cette motion. La demande existe bel et bien. Un élément qui montre à mon avis que la collaboration peut être améliorée ou n'est pas évidente. Je me suis rendu compte que l'Office des eaux et des déchets (OED) ne se trouve pas à la DEEE. Mais elle est restée à la DTT.

Merci donc de ne pas classer le point 2 et pensez-y la prochaine fois que vous boirez un verre d'eau : bois de l'eau, bois de la forêt. Merci pour votre attention.

Präsident. Monsieur Benoit, est-ce que vous voulez dire quelque chose comme comotionnaire ? – Après les autres, okay. Dann gebe ich das Wort als erstem Fraktionssprecher Julien Stocker für die glp.

Julien Stocker, Biel/Bienne (glp). Das Thema Trinkwasser beschäftigt den Grossen Rat in letzter Zeit besonders. In den vergangenen Sessionen haben wir dieses Thema im Zusammenhang mit der Landwirtschaft und mit den Pflanzenschutzmitteln, die dort eingesetzt werden, immer wieder behandelt. Obwohl der Waldboden wie ein natürlicher Filter wirkt, stellt auch die Waldbewirtschaftung eine potenzielle Verschmutzungs- und Beeinträchtigungsquelle dar. Daher gehen wir als Fraktion mit den Motionären einig, dass der Schutz des Grundwassers im Waldgebiet ein wichtiges Anliegen ist, das Schutzmassnahmen benötigt. Durch die verschiedenen Gewässerschutzzonen wird dem zum Teil schon Rechnung getragen. Der Regierungsrat hat in seiner Antwort gut dargelegt, was er bereits unternimmt und wie er die einzelnen Punkte umsetzen möchte.

Ich habe mir kurz Zeit genommen, um die Projekte «Je filtre, tu bois» und deren Massnahmenkatalog sowie die Standardverträge zu lesen. Dort stehen verschiedene Sachen, zum Beispiel, dass es in gewissen Zonen einen gewissen Anteil an Laubbäumen braucht, oder dass man biologisch abbaubares Kettensägenöl verwenden soll. Das sind eigentlich ökologisch sinnvolle Projekte, aber wie der Regierungsrat in seiner Antwort bereits erwähnt hat, liegt die Zuständigkeit eher bei den Anwendern, sprich bei den Waldeigentümern, und nicht beim Kanton. Bezüglich des Entschädigungsanspruchs der Gewässerschutzzonen S2 und S3 erachten wir es als notwendig, die sich in Arbeit befindende Vollzugshilfe des Bundes abzuwarten – so, wie es die Regierung vorschlägt. In diesem Sinn unterstützen wir den Vorstoss als Postulat.

Beat Kohler, Meiringen (Grüne). Wir haben es vom Vorredner gehört: Die Trinkwasserqualität ist hier in diesem Saal immer wieder ein Thema. Es ist wichtig, Quellgebiete zu schützen, um die Qualität des Trinkwassers zu garantieren. Wie wichtig dies ist, wissen wir nicht erst, seit die Trinkwasserversorgungen im Seeland mit Chlorothalonil belastet sind und dies bekannt geworden ist, aber dies hat es auf jeden Fall noch einmal verdeutlicht.

Dass der Wald bei der Filterung von Trinkwasser eine ganz entscheidende und wichtige Rolle spielt, ist ebenfalls bekannt. Wenn man die Bewirtschaftung des Waldes entsprechend ausrichtet, kann dies mithelfen, die Leistung des Waldes als Trinkwasserfilter zu erhalten oder noch zu erhöhen. Angesichts der Schwierigkeiten, welche die Waldbewirtschafter im Moment, im aktuellen Marktumfeld, bei der Bewirtschaftung der Wälder haben, ist es für sie aber nicht ganz einfach, den Wald so zu pflegen, wie es in diesem Zusammenhang notwendig und wichtig wäre. Im Projekt «Alpeau», das die Motionäre erwähnen, hat sich gezeigt, dass die Erträge aus dem Wasserverkauf im untersuchten Gebiet zur heutigen Zeit mehr als doppelt so hoch sind wie der Holzerlös. Aus diesem Gebiet stammen rund 1,1 Mio. Kubikmeter Wasser, die zu 1,95 Franken verkauft werden, was einen Ertrag von rund 2,2 Mio. Franken im Jahr ergibt. Das ist mehr als doppelt so viel wie der Holzerlös in einem Jahr aus dem gleichen Gebiet. Aus dieser Sicht wäre es sicher angebracht, die Waldbesitzer am höheren Ertrag aus dem Wasserverkauf in irgendeiner Form zu beteiligen, damit sie ihre Leistungen für die Trinkwasserversorgung auch in Zukunft erbringen können. Denn: Mindestens so wichtig wie die Finanzierung der Wasserversorgung ist auch die Finanzierung einer sauberen Quelle oder einer Filterung des Wassers im Quellgebiet. Unsere Fraktion hat daher grosses Verständnis für die Forderung der Motionäre.

Wir können aber bei den Punkten 1, 3 und 4 auch die Argumentation des Regierungsrates nachvollziehen. Wir sehen, dass den privaten Waldbesitzern unter den heutigen Voraussetzungen nicht einfach so Bewirtschaftungspläne vorgegeben werden können und dass die Waldbesitzer die Erkenntnisse aus den vorgelegten Projekten auch direkt selber anwenden können. Der Bund ist ja gemäss diesen Ausführungen im Moment selbst daran, die Gewässerschutzzonen zu überarbeiten. Die grüne Fraktion unterstützt den Vorstoss bei diesen Punkten – wie von der Regierung vorgeschlagen und wie auch schon gewandelt – in der Form eines Postulats.

Den Punkt 2 – die Förderung von Partnerschaften von Trinkwasserversorgern und Waldbesitzern – sehen wir als dauernde Aufgabe, die noch gestärkt werden sollte. In diesem Sinn wird die grüne Fraktion diesen Punkt als Motion annehmen und die Abschreibung bestreiten.

Ueli Gfeller, Schangnau (SVP). Ich bin froh, dass die Motionäre gewandelt haben. Die SVP-Fraktion hätte einer Motion in dieser Form nicht zustimmen können. Die Ausführungen in der Antwort des Regierungsrates finden wir aber korrekt und auch verständlich. Praktisch jeder Bauer ist zugleich auch Waldbesitzer. Wir alle wissen – zusammen mit den entsprechenden kantonalen Forstdiensten –, wie eine Nutzung von Flächen mit Grund- und Trinkwasserzonen zu bewirtschaften ist, ohne dass die Gewässer qualitativ und quantitativ verändert werden. Mir sind keine Gebiete bekannt, in denen Trink- oder Grundwasser durch unsachgemässe Bewirtschaftung von Wald negativ beeinträchtigt worden wäre. Wir wollen keine zusätzlichen Bewirtschaftungspläne, weil dieses Anliegen durch den kantonalen Forstdienst bereits abgedeckt wird. Das Geld, das für die Anliegen dieser Motion – oder jetzt eben dieses Postulats – ausgegeben werden müsste, setzen wir besser für Käferholzprojekte, Ausholungen von aufwendigen Gerinnen in steilem Gebiet oder Schutzwaldprojekte ein. Wir sind grundsätzlich gegen zusätzliche Planungsverpflichtungen. Die Sicherstellung von Trinkwasser ist aber der SVP-Fraktion ein sehr grosses Anliegen. Die rechtlichen Rahmenbedingungen sind aber bereits heute so ausgestaltet, dass der Schutz von Grund- und Trinkwasser im Wald gewährleistet ist.

Die Punkte 1, 3 und 4 werden grossmehrheitlich abgelehnt, auch als Postulat, und der Punkt 2 wird bei uns Mehrheiten finden. Wir möchten ihn aber zugleich auch abschreiben.

Bernhard Riem, Iffwil (BDP). Wir teilen die Ansicht der Motionäre, dass der Wald für den Schutz des Trinkwassers eben sehr wichtig ist, zu 100 Prozent. Das war immer so und soll immer so bleiben – dies übrigens unabhängig vom Wandel des Klimas, wie es im Vorstoss heisst, und unabhängig davon, ob es der Waldwirtschaft gut geht oder nicht; auch dies wurde im Vorstoss irgendwie thematisiert. Wir teilen die Meinung des Regierungsrates, dass die rechtlichen Rahmenbedingungen schon heute so sind, dass der Schutz des Grundwassers im Wald gewährleistet ist. Die Waldwirtschaft wird nachhaltig betrieben, und übrigens ohne hochgiftige Insektizide, wie die Motionärin beiläufig auch noch erwähnt. Die Trinkwasserversorger sind zusammen mit den Waldbesitzern dafür verantwortlich, die Schutzgebiete zu sichern. Die Leistungen und Einschränkungen werden der Waldwirtschaft abgegolten. Die Transformation der Waldwirtschaft hin zu noch mehr Nachhaltigkeit ist seit Jahrzehnten ein ständig fortschreitender Prozess. Davon profitiert auch das Trinkwasser. Wenn die BDP-Fraktion diesen Vorstoss in drei Punkten ablehnt, geht es also nicht darum, dass der Trinkwasserschutz in Frage gestellt wird, sondern darum, dass die Bürokratie nicht aufgebläht wird,

und um die Überzeugung, dass die Zusammenarbeit der Wasserversorger und der Waldbesitzer gut funktioniert.

Zu den vier Forderungen. Erstens: Die erste Forderung lehnen wir ab, auch als Postulat. Rund die Hälfte des Waldes im Kanton Bern ist im kleinstrukturierten Privatbesitz. Dort gibt es kaum Bewirtschaftungspläne, so wie in meist grossflächigen öffentlichen Wäldern. Der Regierungsrat ist bereit, das Anliegen im Rahmen der Regionalen Waldplanung (RWP) zu prüfen. Dort kann man das machen, aber die generelle Betriebsplanungspflicht lehnen wir ab. Dies verursacht einen unverhältnismässigen Aufwand. Die zweite Forderung unterstützt die Mehrheit unserer Fraktion, aber wir wollen sie abschreiben. Drittens: Die Projekte «Alpeau» und «Je filtre, tu bois» sind interessant, aber nicht direkt auf die Verhältnisse im Kanton zu übertragen. «Je filtre, tu bois» ist übrigens eine sehr sinnige Bezeichnung für das Projekt im Waadtland; dieses Wortspiel gefällt mir. Erkenntnisse soll man immer übernehmen, aber wir sehen es nicht, hier einen Prüfauftrag zu beschliessen. Viertens: Die Entschädigungsansprüche auf die Gewässerschutzzonen S2 und S3 zu erweitern, lehnen wir ebenfalls ab. Als Waldbauer könnte dies zwar noch reizvoll sein, aber es geht zu weit und würde die Allgemeinheit zu viel kosten, und fachlich gesehen ist es nicht nötig, abgesehen davon, dass der Bund die ganze Angelegenheit am Überprüfen ist.

Präsident. Für die SP-JUSO-PSA-Fraktion gebe ich das Wort Regina Fuhrer.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (SP). Einige Rednerinnen und Redner haben gesagt, die Trinkwasserqualität sei hier im Rat schon mehrmals ein Thema gewesen. Sie ist nicht nur hier im Rat ein Thema: Die Trinkwasserqualität ist heute in unserer Gesellschaft ein grosses Thema, denn gesundes und gutes Trinkwasser ist ein wichtiges und hohes Gut. Bis vor Kurzem war dies für uns alle eine Selbstverständlichkeit – so selbstverständlich, dass wir uns im Wasserschloss Schweiz keine Gedanken dazu gemacht haben. In den letzten Monaten aber, mit der grossen Thematik des Klimawandels, mit den Informationen bezüglich der Rückstände und Verunreinigungen in vielen Trinkwasserfassungen in unserem Kanton, wurde diese Selbstverständlichkeit erschüttert. Die vorliegende Motion befasst sich auch mit der Qualität und Quantität unseres Trinkwassers. Der Vorstoss fordert Massnahmen bezüglich des Grundwassers im Wald. Vom Trinkwasser, das aus den Waldgebieten kommt, hat bis jetzt praktisch niemand gesprochen. Mit dieser Motion wird diese Thematik zum Glück aufgenommen. Gefordert wird ein besserer Schutz der Grundwasserschutzzonen im Wald. Eine Voraussetzung für diesen besseren Schutz der Grundwasserschutzzonen ist, dass das Trinkwasserkapitel überhaupt aufgenommen wird: dass das Trinkwasser als Kapitel in den Bewirtschaftungsplänen vorkommt. Dies sollte ja eigentlich selbstverständlich sein, und ich bin klar der Meinung: Es ist auch eine Unterstützung der Waldbesitzer.

Im Weiteren werden Partnerschaften zwischen Trinkwasserversorgern und Waldbesitzern gefordert. Ich denke, dies ist uns allen klar: Der Schutz von Grundwasserzonen und die Waldbewirtschaftung können und müssen mit allen Beteiligten partnerschaftlich erfolgen. Wir haben von den beiden Projekten «Alpeau» und «Je filtre, tu bois» gehört. Die Erkenntnisse aus diesen beiden Projekten sind sehr wertvoll; dies sagt ja auch der Regierungsrat in seiner Antwort. Packen wir doch die Chance, dass wir mit diesen Projekten Erkenntnisse gewinnen konnten und dass Massnahmen erarbeitet wurden: Übernehmen wir diese Massnahmen und setzen sie um. Es ist klar: Es ist wichtig, dass die Thematik der Entschädigung in den Schutzzonen S2 und S3 aufgenommen und angegangen werden muss, denn die Leistungen der Waldbesitzer für gesundes Grundwasser sind wichtig und müssen auch abgegolten werden. Gutes Trinkwasser hat auch seinen Preis.

Die SP-JUSO-PSA-Fraktion erachtet diese Anliegen als sehr wichtig und richtig. Wir hätten alle Punkte auch als Motion unterstützt und lehnen die Abschreibung des Punkts 2 ab.

Ernst Tanner, Ranflüh (EDU). Das Trinkwasser aus dem Wald ist in der Regel von guter Qualität, und dies soll weiterhin so bleiben. Aber das Regenwasser, das im Waldboden versickert und gefiltert wird, reicht bei Weitem nicht aus, um die täglichen Bedürfnisse der Wasserbezüger abzudecken. Die Stadt Bern zum Beispiel bezieht das Quellwasser aus vier verschiedenen Regionen: Schwarzenburg-Äckenmatt, Grundwasserfassung Kiesen, Grundwasserfassung Aeschau im Emmental und Grundwasserfassung Belpau im Aaretal. Diese Fassungen befinden sich grösstenteils in landwirtschaftlich genutztem Land und sind mit Schutzzonen belegt. Der vorliegende Vorstoss will, dass die Quantität und Qualität des Quellwassers aus dem Wald gewährleistet werden sollen. Ich schätze, dass nicht mehr als ein Fünftel des Quellwassers in unserem Kanton aus dem Wald kommt. Die grösste Menge fliesst aus den Bergen, Gletschern, Seen und aus dem Grundwasser

durch die natürlichen Ströme in unserem Gelände in unsere Quellen. Es ist also nicht möglich, dass wir die Quantität des Wassers aus dem Wald garantieren können. Aus diesem Grund stimmen wir von der EDU einem Postulat mehrheitlich zu, eine Motion hätten wir abgelehnt.

Präsident. Lieber Ernst Tanner, einfach zur Aktualisierung deines Wissens: Das meiste Trinkwasser der Stadt Bern kommt mittlerweile – seit zwei Jahren – aus dem «Amerika-Egge» in der Gemeinde Uetendorf – nur, damit du dies weisst.

Als Nächster für die FDP: Daniel Arn.

Daniel Arn, Muri b. Bern (FDP). Der Wald spielt auch für unsere Fraktion eine ganz wichtige Rolle in der ganzen Trinkwasserdiskussion. Wir wollen aber auch, dass die Entwicklung einer leistungsfähigen Waldwirtschaft Platz hat. Wir sind überzeugt: Diese beiden Themen haben nebeneinander Platz. Der Rahmen steht, und wenn nötig können Vereinbarungen, wie sie gefordert sind, eigentlich auch ohne fremde Hilfe von den Beteiligten selbst gemacht werden. Wenn wir die Antwort der Regierung auf die vorliegende Motion lesen, beschleicht uns ein bisschen das Gefühl, dass eigentlich alles – oder das meiste – schon auf kantonaler oder eidgenössischer Ebene bestimmt ist. Aus diesem Grund hätten wir die Motion, wenn sie nicht gewandelt worden wäre, in allen vier Punkten abgelehnt. Wir sind aber zum Schluss gekommen, dass man vielleicht doch noch einmal genauer hinschauen könnte, und wir werden die Punkte 1, 3 und 4 als Postulat überweisen. Damit wollen wir aber auch ein Zeichen setzen, dass es uns wichtig ist und dass dieser Gedanke der sauberen Trinkwasserversorgung sehr zentral ist.

Dem Punkt 2 werden wir als Motion zustimmen und ihn gleichzeitig abschreiben, denn wie der Regierungsrat richtig festhält, ist der Abschluss von Vereinbarungen Sache der betroffenen Parteien.

Tom Gerber, Reconvilier (PEV). La forêt est source d'eau potable naturelle de qualité. Cette motion relève à juste titre un des rôles importants de la forêt. Un des rôles, parmi d'autres. Notre groupe reconnaît ce rôle important. Cependant, nous constatons comme le fait le Gouvernement que les conditions générales de l'exploitation forestière sont telles qu'elles nous paraissent garantir de manière suffisante la qualité des eaux souterraines. Le groupe évangélique tire donc les mêmes conclusions que le gouvernement. Nous allons donc accepter la motion sous forme de postulat et accepter aussi le classement du point 2. Nous prions le gouvernement cependant d'effectuer les vérifications proposées avec la diligence requise. Je vous remercie de votre attention.

Präsident. Comme comotionnaire, Monsieur Roland Benoit.

Roland Benoit, Corgémont (UDC). C'est vrai que je suis comotionnaire de cette motion et en même temps j'ai la chance et le plaisir d'être le président des propriétaires de forêts de l'ensemble du Jura bernois. Et à ce titre, j'axerai mon intervention plutôt sur le thème des forestiers que plutôt de l'eau et des bienfaits de cette dernière. On le sait, et je ne vais pas répéter ce qui a été dit : l'eau est un bien naturel des plus précieux. Et ce que l'on sait aussi, c'est que les forêts font office de filtre pour cette eau. Elles enrichissent également cette eau en sels minéraux qui sont des plus importants. Aujourd'hui, on ne sait pas toujours par où filtre l'eau. Elle passe sous des montagnes, elle suit des rivières, elle arrive dans des sources, et finalement arrive dans les robinets. Ce que l'on sait, et ce que je sais particulièrement aujourd'hui, c'est que l'exploitation des forêts n'est plus économiquement rentable. En effet, les propriétaires de forêts sont contents quand ils organisent une coupe de bois que cette dernière couvre les frais engendrés, et c'est tout.

Par contre, Mesdames et Messieurs, chaque personne profite de loin ou de près des bienfaits de la forêt, également de son filtrage de l'eau. La forêt est un espace public, rapidement mis à disposition par ces propriétaires de forêt. Et même si je comprends partiellement le fait qu'on ne veuille pas augmenter les taxes, dans ce cas-ci je vous invite, Mesdames et Messieurs, à soutenir cette intervention sur tous les points, comme ça a été proposé par le gouvernement. C'est-à-dire, en tant que postulat, et de renoncer au classement du point 2 parce que l'on sait qu'actuellement c'est vrai qu'il y a déjà des partenariats qui existent, mais il faut qu'ils soient encore promulgués à d'autres partenariats. Et dans ce sens, il ne faut pas classer le point 2. Merci beaucoup.

Präsident. Madame Moussia von Wattenwyl, vous avez la parole une deuxième fois comme intervenante à titre personnel.

Moussia von Wattenwyl, Tramelan (Les Verts). J'aimerais rebondir sur quelques éléments qui ont été dits ici. Beaucoup de personnes parlent de taxes. A mon avis, il s'agit plutôt d'une juste répartition. Cette motion, qui est donc transformée en postulat, peut mettre en avant une meilleure distribution et un soutien aux propriétaires forestiers. C'est aussi l'idée, c'est de mieux réussir à assumer les frais que les forestiers ont. Parce qu'on sait que c'est déficitaire. Le milieu de l'eau, les distributeurs de l'eau font des bénéfices. Donc, pourquoi pas revoir ça, sous forme de postulat, et avoir une meilleure distribution de cet argent. C'est, pour une fois – on ne met pas le doigt ... ou on n'attaque pas un milieu ou l'autre, on ne met pas non plus en question la manière de produire de l'eau et de la distribuer. On aimerait juste mieux collaborer, parce qu'à notre avis, il y a un manque dans cette collaboration. Mieux mettre les gens en réseau pour arriver à un « mieux ». Alors que peut-être que ça sera qu'un petit « mieux », mais si on peut faire un effort et un « mieux » dans ce sens, à mon avis, ça vaut la peine de le faire, et ceci pour les propriétaires privés, comme pour les bourgeoisies, comme pour le canton.

Et j'aimerais juste dire à l'UDF : quand on dit que ce n'est qu'une petite partie de l'eau, à mon avis, ce n'est pas un argument. Pour le climat, il ne faut rien faire, si la Chine ne fait rien. Pour l'eau il ne faut rien faire, si ce n'est plus qu'une petite partie. Alors à la fin, on ne fait plus rien du tout. Il faut prendre tous les petits éléments qu'on peut avoir partout, mettre les gens en lien, en réseau, pour arriver à une amélioration globale de la situation. Donc je vous remercierais vraiment de soutenir au moins la motion et d'éviter le classement au point 2 parce que c'est vraiment ce point-là qui peut aider à mettre les Offices, les partenaires en collaboration. Merci.

Präsident. Madame Roulet, est-ce que vous voulez parler maintenant ou après ? – Maintenant, okay. Je donne la parole à la motionnaire Sandra Roulet.

Sandra Roulet Romy, Malleray (PS). Oui, très brièvement : j'ai entendu d'un de mes collègues que la gestion de nos forêts ne nécessite pas d'investissement et que les captages d'eau de sources se portent bien. Oui, en effet : il y a beaucoup de choses qui fonctionnent bien. Mais j'aimerais quand même dire que la sécheresse, les dégâts naturels, sont une menace pour nos forêts et aussi pour la qualité et la quantité de l'eau. Il ne faut pas le négliger et, dans ce sens aussi, nous ne voulons pas plus de bureaucratie. Mais la promotion, la sensibilisation pour que ces acteurs, forestiers, distributeurs d'eau, que ce soit aussi les bourgeoisies, les communes, qu'ils se mettent ensemble, qu'ils dialoguent et qu'ils collaborent. Le Conseil-exécutif est d'accord d'examiner et de réfléchir à des solutions innovantes. Dans ce sens, je vous prie de ne pas rejeter ce postulat, mais de laisser cette possibilité au Conseil-exécutif de réfléchir à des solutions pour améliorer la qualité et la quantité de l'eau. Je vous remercie de votre soutien.

Präsident. Ich gebe das Wort Regierungsrat Christoph Ammann.

Christoph Ammann, Wirtschafts-, Energie- und Umweltdirektor. Das Thema Trinkwasser bewegt, beschäftigt. Dies haben wir in den letzten Wochen und Monaten gemerkt, aber man hört es heute auch aus der Debatte. Die Motion betont, dass der Wald im Hinblick auf die Trinkwasserqualität eine wichtige Rolle spielt. Dies ist eine Einschätzung, die ich selbst voll und ganz teile. Die Regierung ist daher im Grundsatz auch bereit, das Anliegen, das Grundanliegen, das aus der Motion hervorgeht, im Sinn eines Prüfauftrags anzunehmen.

Beim Punkt 1 geht es darum, dass das Trinkwasserthema in die Bewirtschaftungspläne und in die RWP aufgenommen werden soll. Dies schauen wir an, soweit es in unserer Zuständigkeit liegt. Laut dem Kantonalen Waldgesetz (KWaG) gibt es nämlich keine Betriebsplanpflicht, aber sämtliche grösseren Forstbetriebe führen von sich aus einen solchen Betriebsplan. Sie kennen die Vorgaben des Trinkwasserschutzes und sie geben diesen Vorgaben auch die nötige Aufmerksamkeit. Bei den kleineren sind wir im Moment daran – und werden dies auch weiterhin tun –, über sachgerechte, massgeschneiderte Information, aber auch über Beratungsangebote Einfluss zu nehmen. Wir sind im Moment daran, ein Konzept für die RWP auszuarbeiten, und wir sind bereit, im Zusammenhang mit diesen Konzeptarbeiten auch das Thema Trinkwasser aufzunehmen und zu schauen, wie wir diesbezüglich noch eine Verbesserung hinkriegen. Daher: Annahme des Punkts 1 als Postulat.

Bei den Punkten 2 bis 4 hole ich etwas weiter aus. Was sind eigentlich die Grundsätze der Berner Waldpolitik? Ich zitiere kurz aus dem KWaG, Artikel 2: Der Kanton soll «Rahmenbedingungen [...] schaffen, dass die Waldwirtschaft das Ökosystem Wald nachhaltig sichern und die gesellschaftlichen Bedürfnisse nach Gütern und Dienstleistungen [...] erfüllen kann». Die Waldbewirtschaftung

selbst, geschätzte Grossrätinnen und Grossräte, ist aber Sache der Waldeigentümerinnen und -eigentümer. Was heisst dies? Die Eigentümerinnen und Eigentümer bewirtschaften den Wald im Rahmen der geltenden gesetzlichen Vorgaben und schauen, dass unter Berücksichtigung dieser Vorgaben unsere Grundbedürfnisse sichergestellt werden, beispielsweise, dass wir ihn frei betreten können und dass wir uns darin aufhalten können, dass er ein Freizeitraum ist, dass er aber auch ein Raum ist, in dem die Naturgefahren im Auge behalten werden. Selbstverständlich ist auch der Schutz des Trinkwassers ein Thema.

Besondere Leistungen, die über diesen gesetzlichen Rahmen, über den ich jetzt gesprochen habe, hinausgehen, muss man direkt mit den Waldeigentümerinnen und -eigentümern aushandeln, und dabei muss auch die Frage geklärt sein, wer was bestellt und wie solche Leistungen finanziert werden sollen. Es ist selbstverständlich das Ziel des Kantons, die Walbesitzer in ihrem Unternehmertum zu stärken. Sie sollen in der Lage sein, solche zusätzlichen Leistungen, zum Beispiel eben gerade im Interesse des Trinkwasserschutzes, als verlässliche Partner zu erbringen. Wir begleiten sie, wir schaffen die nötigen Rahmenbedingungen, damit die Professionalisierung der Waldwirtschaft mit ganz unterschiedlichen Instrumenten und Massnahmen – von Beratung bis hin zu Anreizmassnahmen – vorwärtsgeht. Wir haben, was das Trinkwasser anbelangt, beispielsweise schon vor Jahren ein Merkblatt ausgearbeitet, das den Waldbesitzern die Verhandlungen mit den Trinkwasserversorgern erleichtern soll, und wir haben mit diesem Merkblatt bisher gute Erfahrungen gemacht. Wir sind bereit, den Punkt 2 als Motion anzunehmen. Die Regierung hat aber den Eindruck, dass wir dort mit den Aktivitäten, wie ich sie vorhin beschrieben habe, gut unterwegs sind, dass wir dort gut zusammenarbeiten und dies auch weiterhin tun werden. Daher kann man diesen Punkt auch gleich abschreiben.

Bei den Punkten 3 und 4 beantragt die Regierung Annahme als Postulat. Wir können dieses Merkblatt anschauen. Wir können uns auf neue Erkenntnisse abstützen und diese einfließen lassen. Wir können auch das Thema Entschädigungsanspruch aufnehmen, im Wissen darum, dass auf Bundesebene im Moment eine Vollzugshilfe ausgearbeitet wird. Wir werden selbstverständlich abwarten, was auf Bundesebene geschieht, bevor wir nachher selbst entsprechende Vorarbeiten anpacken.

Zusammenfassend halte ich fest: Wir nehmen das Anliegen der Motion ernst. Wir setzen uns dafür ein, dass die Waldbesitzer direkt mit den Trinkwasserversorgern verhandeln können, wir unterstützen und beraten sie. Wir sind bereit, das Merkblatt, das im Moment besteht, inhaltlich zu überprüfen und noch zu verbessern.

Präsident. Wir kommen zu den Abstimmungen. Ich wiederhole: Die Motionärin hat die Punkte 1, 3 und 4 in ein Postulat gewandelt. Der Punkt 2 bleibt eine Motion, dort wird aber die Abschreibung bestritten.

Wir kommen zur Abstimmung über die Ziffer 1 als Postulat. Wer die Ziffer 1 des Postulats annehmen will, stimmt Ja, wer dies nicht will, stimmt Nein.

Abstimmung (2019.RRGR.187; Ziff. 1; als Postulat)

Vote (2019.RRGR.187 ; ch. 1 ; sous forme de postulat)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Annahme / Adoption

Ja / Oui 91

Nein / Non 52

Enthalten / Abstentions 0

Präsident. Sie haben die Ziffer 1 als Postulat angenommen, mit 91 Ja- gegen 52 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Die Ziffer 2 kommt als Motion zur Abstimmung. Wer die Ziffer 2 als Motion annehmen möchte, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (2019.RRGR.187; Ziff. 2)

Vote (2019.RRGR.187 ; ch. 2)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Annahme / Adoption

Ja / Oui 104

Nein / Non 39

Enthalten / Abstentions 0

Präsident. Sie haben die Ziffer 2 als Motion angenommen, mit 104 Ja- gegen 39 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Wir kommen zur Abschreibung der Ziffer 2. Wer die Abschreibung der Ziffer 2 befürwortet, stimmt Ja, wer dies nicht möchte, stimmt Nein.

Abstimmung (2019.RRGR.187; Ziff. 2; Abschreibung)

Vote (2019.RRGR.187 ; ch. 2 ; classement)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Annahme / Adoption

Ja / Oui 92

Nein / Non 51

Enthalten / Abstentions 0

Präsident. Sie haben die Ziffer 2 abgeschrieben, mit 92 Ja- gegen 51 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Wir kommen zur Ziffer 3 als Postulat. Wer die Ziffer 3 als Postulat annimmt, stimmt Ja, wer dies nicht will, stimmt Nein.

Abstimmung (2019.RRGR.187; Ziff. 3; als Postulat)

Vote (2019.RRGR.187 ; ch. 3 ; sous forme de postulat)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Annahme / Adoption

Ja / Oui 98

Nein / Non 45

Enthalten / Abstentions 0

Präsident. Sie haben die Ziffer 3 als Postulat angenommen, mit 98 Ja- gegen 45 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Auch die Ziffer 4 ist gewandelt. Wer die Ziffer 4 als Postulat annehmen will, stimmt Ja, wer dies ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung (2019.RRGR.187; Ziff. 4; als Postulat)

Vote (2019.RRGR.187 ; ch. 4 ; sous forme de postulat)

Der Grosse Rat beschliesst: / Décision du Grand Conseil :

Annahme / Adoption

Ja / Oui 99

Nein / Non 44

Enthalten / Abstentions 0

Präsident. Sie haben auch die Ziffer 4 als Postulat angenommen, mit 99 Ja- gegen 44 Nein-Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Bevor wir zum Traktandum 12 kommen, möchte ich Gäste auf der Tribüne begrüßen. Ganz vorne befindet sich eine Delegation des Landrates des Kantons Uri, unter der Leitung von Pascal Blöchliger. Wir waren letztes Jahr bei ihnen zu Besuch und durften dort eine sehr interessante Zeit erleben. Von dort kommt übrigens «Samuel Leuenberger 1 und 2» – die Jahrgänge weiss ich jetzt nicht gerade auswendig –, also die Idee, die ich nachher einmal gebraucht habe, dass man gleiche Namen mit dem Jahrgang unterscheiden könnte. Bei uns sind die beiden Personen allerdings in unterschiedlichen Fraktionen, daher ist es bei uns auch nicht so ein Problem. – Ich wünsche Ihnen einen interessanten Tag hier bei uns und freue mich, dass Sie einen Gegenbesuch machen. Ich hoffe, dass Sie hier profitieren und gewisse Sachen mitnehmen können – so, wie wir auch bei Ihnen profitieren und Dinge mitnehmen konnten. Vielen Dank für Ihren Besuch. (*Applaus / Applaudissements*)

Mir wurde gemeldet, dass das Sterillium auf der Männer-Toilette bereits geklaut wurde, womit bewiesen wäre, dass die kriminelle Energie der Männer höher ist als jene der Frauen. (*Heiterkeit / Hilarité*)